



Syndicat canadien de la fonction publique


Présentation au Comité permanent des finances
de la Chambre des communes

**Consultations prébudgétaires en vue
du budget fédéral de 2019-2020**

Août 2018

SCFP

www.scfp.ca
1375, boulevard St-Laurent
Ottawa (Ontario) K1G 0Z7



613-237-1590

Recommandations

Le Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP) recommande que le gouvernement fédéral :

1. Crée un régime national universel d'assurance médicaments à payeur unique, conçu avec les provinces et les territoires, pour veiller à ce que tous les Canadiens aient accès à des médicaments d'ordonnance sécuritaires et efficaces, à l'aide d'un formulaire national et en collaboration avec un organisme fédéral sans lien de dépendance chargé de sa gestion.
2. Engage suffisamment de fonds à long terme pour créer, avec les provinces, les territoires et les peuples autochtones, un cadre national pour l'apprentissage et la garde des jeunes enfants qui garantisse que toutes les familles canadiennes ont accès à des services de garde universels, abordables, inclusifs et de grande qualité, en y affectant au moins 1 milliard de dollars en 2019-2020.
3. Crée un paiement de transfert destiné aux études postsecondaires pour les provinces, augmente le financement de ce transfert de 40 % et collabore avec les provinces afin de réduire et, en fin de compte, éliminer les frais de scolarité pour les études postsecondaires.
4. Réduise la pauvreté et l'inégalité, renforce la classe moyenne en instaurant un salaire minimum national de 15 \$ l'heure et une politique modernisée sur les salaires équitables qui s'applique à tous les entrepreneurs fédéraux et rétablisse le seuil du Programme de contrats fédéraux (et de l'équité salariale) à au moins 200 000 \$.
5. Convertisse la Banque de l'infrastructure du Canada en une banque d'infrastructure véritablement publique qui utilise uniquement des fonds publics à moindre coût et convertisse le financement fédéral de partenariats publics-privés (PPP) plus coûteux et plus laborieux en financement de l'infrastructure financée et exploitée par le secteur public.
6. Continue d'améliorer les régimes de retraite publics et supprime le projet de loi C-27, qui permettrait à des employeurs sous réglementation fédérale de convertir, rétroactivement, des régimes de retraite à prestations déterminées en régimes à prestations cibles, beaucoup moins sûrs.
7. Améliore l'équité fiscale en éliminant les avantages fiscaux que le Canada offre aux entreprises étrangères de commerce électronique sur les produits qu'elles vendent et les affaires qu'elles traitent au Canada et supprime d'autres avantages fiscaux régressifs.
8. Se concentre sur des mesures qui accroissent la productivité et la compétitivité de toutes les entreprises et résiste aux pressions destinées à réduire les taux d'imposition des sociétés en réaction aux récentes mesures prises par le président Trump.

Introduction et contexte

Le Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP) est heureux de présenter son mémoire sur « *les mesures que peut prendre le gouvernement fédéral pour encourager les Canadiens et leurs entreprises à contribuer à l'essor de l'économie dans un contexte économique en mutation* ».

Les services publics jouent un rôle très important dans l'amélioration de la productivité et de la compétitivité d'un pays. Par exemple, on estime que :

- chaque dollar investi dans les infrastructures publiques [engendre une réduction moyenne des coûts de production de 17 cents par année](#) pour les entreprises canadiennes;
- les améliorations du système de santé publique ont permis d'[accroître la productivité d'au moins 20 %](#) dans les pays de l'OCDE;
- un diplôme d'études postsecondaires fait augmenter les gains d'une personne [d'environ 40 %](#) et les études plus poussées sont à l'origine d'une croissance générale de la productivité de plus de 20 %;
- les investissements publics dans les services de garde donnent un [rendement social de deux dollars pour chaque dollar investi, augmentent considérablement le rendement économique et de l'emploi, et s'autofinancent](#);
- les régimes de retraite publics universels et améliorés [stimulent la croissance économique](#) et génèrent plus d'emplois; ils améliorent également la productivité en réduisant les obstacles à la mobilité de la main-d'œuvre.

On considère que la productivité est essentielle pour rehausser le niveau de vie et la compétitivité. Toutefois, la plupart des travailleurs n'ont pas beaucoup profité de la croissance de la productivité du Canada au cours des dernières décennies, puisque les salaires réels moyens stagnent. Par contre, les entreprises et les personnes les mieux rémunérées ont plutôt amassé la majeure partie des gains découlant de la croissance, ce qui a accentué les inégalités.

La réduction de l'impôt des sociétés et sur les gains en capital, l'austérité dans la fonction publique, la déréglementation, la privatisation et l'élargissement du pouvoir des sociétés grâce à des accords en matière de commerce et d'investissement ont aggravé les inégalités et accru la concentration des entreprises dans une économie où, de plus en plus, le « gagnant remporte tout », il y a de plus en plus d'emplois précaires et les taux d'investissement, de productivité et de croissance économique sont moins élevés.

Les principaux défenseurs de ces politiques [admettent maintenant qu'elles ne fonctionnent pas](#), tandis que l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et des économistes du monde entier [s'interrogent sur le paradoxe de la productivité](#) : les innovations technologiques et les investissements récents ne se traduisent pas par la croissance de la productivité.

Nous avons besoin d'un nouveau paradigme de la productivité, qui soit axé sur les personnes. Selon certaines études, on estime que plus de 90 % de la diminution de la productivité au cours des dernières décennies est attribuable à la [faible croissance de la demande](#) et que le [salaire minimum plus élevé stimule la productivité](#). Autrement dit, si nous nous concentrons sur le but ultime, soit améliorer le niveau de vie et les salaires, particulièrement chez les personnes les moins bien rémunérées, il s'ensuivra une croissance de la productivité.

Des services publics de qualité améliorent la productivité, tant directement qu'indirectement, de bien des manières. Des investissements dans les services de garde, l'éducation, les soins de santé et les infrastructures donnent tous des taux élevés de rendement de l'investissement direct. Par ailleurs, les services publics jouent un rôle précieux, en ce sens qu'ils améliorent notre cohésion sociale et notre capital social, ce qui, à son tour, renforce notre productivité et notre qualité de vie.

Soins de santé et assurance maladie

[On estime qu'](#)environ 25 % de l'augmentation de la productivité de la main-d'œuvre dans les pays industrialisés au cours des dernières décennies est attribuable à l'amélioration des soins de santé. Le Canada a besoin d'une stratégie nationale pour devenir le peuple le plus en santé au monde et il a besoin d'élargir considérablement le financement public des soins continus, y compris les soins de longue durée dans des résidences publiques ou sans but lucratif, des soins communautaires, des soins à domicile et des soins palliatifs.

Toutefois, en matière de santé, nous recommandons que le gouvernement fédéral accorde la priorité à la **création d'un régime national universel d'assurance médicaments à payeur unique**. Celui-ci doit être conçu avec les provinces et les territoires, pour garantir l'accès universel à des médicaments d'ordonnance sécuritaires et efficaces, comprendre un formulaire national et être géré par un organisme fédéral sans lien de dépendance.

[Des études parlementaires ont conclu](#) que cela permettrait non seulement d'offrir l'accès universel et équitable à des médicaments d'ordonnance, mais aussi ferait économiser aux employeurs, travailleurs et gouvernements du Canada 8 milliards de dollars ou 30 % comparativement aux dépenses courantes destinées aux médicaments d'ordonnance. [En moyenne, chaque ménage canadien dépense plus de 1 000 \\$ en soins de santé](#) pour des médicaments d'ordonnance et des primes d'assurance maladie privée et les employeurs paient des milliers de dollars pour chaque employé. Un régime national public d'assurance médicaments réduirait grandement ces dépenses, à la fois pour les ménages et pour les employeurs canadiens. Le [système de santé public à payeur unique du Canada offre déjà aux employeurs](#) un avantage majeur au niveau des coûts et par rapport à la concurrence des employeurs américains; en cette période d'incertitude pour le commerce et les investissements, un régime national d'assurance médicaments ne pourra qu'être utile.

Apprentissage et garde des jeunes enfants

De nombreuses études ont confirmé les avantages économiques et sociaux de l'apprentissage et de la garde des jeunes enfants. Ce secteur génère bien plus d'emplois que les autres, [donne un rendement de 2 \\$ d'avantages pour chaque dollar investi](#) et [peut s'autofinancer](#). Un système national d'apprentissage et de garde des jeunes enfants garantirait la qualité, l'universalité et l'abordabilité pour tous, serait géré par le secteur public et serait offert par le secteur public ou sans but lucratif. Ce système appuierait le droit des communautés autochtones de créer et de contrôler leurs propres systèmes. Des fonds seraient disponibles pour améliorer les salaires, les conditions de travail et la formation des travailleurs en soins aux enfants.

Le gouvernement fédéral devrait engager au moins 1 milliard de dollars en 2019-2020, ainsi qu'une augmentation de 1 milliard de dollars par année, jusqu'à ce que les dépenses totales consacrées à l'apprentissage et à la garde des jeunes enfants au Canada atteignent le niveau de référence international établi à 1 % du PIB. Comme le [Fonds monétaire international \(FMI\) l'a laissé entendre dernièrement](#), si le gouvernement fédéral affectait 8 milliards de dollars aux

services de garde d'enfants, ces services s'autofinanceraient, car ils feraient augmenter le taux de participation des femmes au marché du travail et accroîtraient le PIB d'environ 2 %.

Cela serait non seulement bon pour l'économie, mais réduirait aussi de beaucoup les inégalités, favoriserait l'équité entre les sexes, améliorerait l'abordabilité pour les parents et aurait d'importants avantages à long terme pour nos enfants et notre avenir.

Éducation postsecondaire

Le soutien de l'éducation postsecondaire (EPS) par le gouvernement fédéral, en tant que part des dépenses totales, a diminué, alors que les frais de scolarité ont grimpé en flèche, pendant une période où les études postsecondaires sont devenues de plus en plus essentielles. Les transferts fédéraux destinés à l'EPS, établis à un pourcentage théorique de 25 % du [Transfert canadien en matière de programmes sociaux \(TCPS\)](#) se situent à environ 3,5 milliards de dollars, soit [le quart des contributions provinciales totales](#), ce qui est bien inférieur à la part de 50/50 où il s'établissait et équivaut à environ 10 % des revenus totaux de l'EPS. À mesure que la part du financement du gouvernement a diminué, la part assumée par les étudiants, sous la forme de frais de scolarité et autres, s'est accrue de 50 % depuis 2000.

Nous recommandons que le gouvernement fédéral crée un transfert réservé à l'éducation postsecondaire pour les provinces, qu'il augmente le transfert de l'EPS de 40 % ou 1,5 milliard de dollars en 2019-2020 et qu'il collabore avec les provinces afin de réduire et, en fin de compte, d'éliminer les frais de scolarité pour les études postsecondaires.

De meilleurs emplois et une meilleure égalité

Même si l'économie s'est améliorée et que le taux de chômage se situe à son niveau le plus bas depuis 44 ans, les salaires ont encore de la difficulté à suivre le taux de l'inflation pour la plupart des travailleurs et les inégalités sont croissantes.

Nous recommandons que le gouvernement fédéral instaure un salaire minimum fédéral de 15 \$ l'heure et, comme il l'a promis lors des dernières élections, qu'il mette en œuvre une politique modernisée sur les salaires équitables qui s'applique à tous les entrepreneurs fédéraux. Par ailleurs, il devrait rétablir le seuil du Programme de contrats fédéraux (et de l'équité salariale) à au moins 200 000 \$, le seuil du salaire fédéral juste, de l'équité en matière d'emploi et des mesures d'équité salariale qui s'appliquait avant que le gouvernement Harper ne l'augmente à 1 million de dollars en 2012.

Infrastructures publiques

Des infrastructures publiques de qualité sont capitales pour améliorer la productivité des Canadiens et des entreprises canadiennes. Le SCFP appuie vigoureusement le financement accru des transports en commun, du logement abordable et des infrastructures sociales, communautaires et vertes.

Par ailleurs, les municipalités craignent, à juste titre, que le financement destiné aux infrastructures ne soit pas affecté comme prévu. L'efficacité et le flux des investissements dans les infrastructures pourraient être grandement améliorés si elles étaient toutes financées et exploitées par le secteur public. Les projets de partenariats publics-privés (PPP) [coûtent beaucoup plus cher](#) que s'ils étaient financés et exploités par le secteur public. Le recours au financement privé par l'entremise de la nouvelle Banque de l'infrastructure du Canada fera

probablement [doubler le coût](#) de ces projets. De plus, la privatisation des infrastructures publiques entraîne des frais d'utilisation plus élevés et l'exploitation du consommateur, ce qui peut être attrayant pour des investisseurs privés, mais régressif et [dommageable](#) pour [l'économie](#). Nous exhortons le gouvernement fédéral à convertir la Banque de l'infrastructure du Canada en une [banque d'infrastructure véritablement publique](#), qui utilise uniquement des fonds publics à moindre coût, et à convertir le financement fédéral des partenariats publics-privés (PPP) plus coûteux et plus laborieux en financement des infrastructures financées et exploitées par le secteur public.

Régimes de retraite

Nous félicitons le gouvernement d'avoir amélioré le Régime de pensions du Canada, augmenté le Supplément de revenu garanti (SRG) et rétabli l'âge d'admissibilité à la SV et au SRG à 65 ans. Toutefois, le gouvernement fédéral devrait continuer d'améliorer les régimes de retraite publics et supprimer le projet de loi C-27, qui permettrait à des employeurs sous réglementation fédérale de convertir, de façon rétroactive, un régime de retraite à prestations déterminées en régime à prestations cibles, moins sûr.

Fiscalité équitable

Les gouvernements peuvent améliorer l'équité fiscale, les revenus et la compétitivité de bien des manières. Tout en simplifiant le système fiscal et en le rendant plus juste, l'élimination des échappatoires fiscales injustes et inefficaces (comme les options d'achat d'actions, les gains en capital et d'autres échappatoires fiscales régressives) pourrait permettre d'amasser des revenus supplémentaires de 18 milliards de dollars, sans augmenter l'impôt pour la grande majorité des Canadiens.

Le gouvernement fédéral doit prendre immédiatement des mesures pour éliminer le désavantage fiscal des entreprises canadiennes en uniformisant les règles du jeu numériques et en imposant les géants étrangers du secteur numérique et du commerce électronique, comme Uber, Airbnb, Netflix, Facebook, Amazon et Google, pour les services qu'ils vendent et les affaires qu'ils traitent au Canada. Cet avantage fiscal accordé aux entreprises étrangères, au détriment des entreprises canadiennes, n'a aucun sens, a mené à la perte de dizaines de milliers d'emplois au Canada et à la fermeture de dizaines de médias, et coûte des milliards de dollars aux gouvernements fédéral et provinciaux.

Le gouvernement fédéral devrait immédiatement imposer une taxe de vente sur les importations de services numériques et sur le commerce électronique (comme le [Comité permanent du commerce international l'a recommandé](#)), éliminer l'[échappatoire fiscale pour la publicité sur les plateformes Internet étrangères](#) et prendre des mesures afin d'[appliquer l'impôt sur le revenu des sociétés aux entreprises étrangères pour les affaires](#) qu'elles traitent au Canada.

Le taux d'investissement des entreprises ne s'est pas accru à la suite des réductions draconiennes de l'impôt des sociétés et des entreprises : au contraire, il a diminué puisque les sociétés ont augmenté leur excédent de trésorerie. Au lieu de chercher à réduire davantage l'impôt des sociétés, le gouvernement fédéral devrait se concentrer sur des mesures qui amélioreront la compétitivité de toutes les entreprises canadiennes, qui accroîtront les investissements et qui amélioreront le bien-être de tous les Canadiens.